

BUDGET 2026 : LA SAIGNÉE !

Le 1er ministre François Bayrou vient d'annoncer les grandes lignes envisagées pour le budget 2026. Son gouvernement, comme les précédents, n'a qu'une seule obsession : réduire la dette publique en coupant massivement dans les dépenses publiques. Ce seront 43,8 milliards d'économies dès 2026 et encore plus dans les prochaines années. Pour nous faire croire qu'il n'y a pas d'autres choix possibles, il a déroulé les comparaisons historiques hâtives et les contre-vérités pour nous démontrer que la France « était accro aux dépenses publiques ». Pourtant, nombre d'économistes, d'institutions très sérieuses et même la Cour des Comptes ont largement documenté la stabilité des dépenses publiques. L'essentiel du déficit résulte du manque de recettes.

Deux plans ont été annoncés. Le premier, « Stop à la dette », vise à atteindre 4,6 % de déficit en 2026, 4,1 % en 2027, 3,4 % en 2028 et 2,8 % en 2029, et le deuxième « En avant la production » à lever tous les freins à la production. Nous ne reviendrons pas sur l'ensemble des annonces dont beaucoup restent à préciser mais sur les plus marquantes qui impacteront la majorité de la population et accentueront la désespérance sociale sans jamais aborder le nécessaire financement de la bifurcation environnementale.

STOP À LA DETTE : FAIRE PAYER SURTOUT LES PLUS MODESTES !

Il annonce la suppression de 3 000 emplois de fonctionnaires de l'État (seule l'Éducation nationale serait épargnée), le non remplacement d'un fonctionnaire sur trois partant à la retraite et la suppression de certaines agences et de 1 000 à 1 500 emplois en dépendant.

L'année blanche est confirmée sans exception. Concrètement, les retraites et les prestations sociales, même pour les plus précaires, ne seront pas revalorisées du montant de l'inflation en 2026, entraînant une perte de pouvoir d'achat égale au montant de l'inflation. Cela entraînera également le gel du barème de l'impôt sur le revenu qui va conduire certains contribuables, jusqu'alors exonérés de l'impôt, à l'imposition.

Le remplacement de l'abattement de 10 % des revenus des retraités pour le calcul de l'impôt sur le revenu par un forfait de 2 000 euros pourrait épargner les retraités les plus modestes. Ceux qui perçoivent 2 000 euros par mois seront impactés alors qu'ils sont loin d'être des nantis.

La revue des niches fiscales est réaffirmée sans précision. Les niches les plus coûteuses, les plus injustes et les moins efficaces n'ont pas été mentionnées.

Enfin, un énième plan de lutte contre la fraude est annoncé pour l'automne, sans que rien des moyens nécessaires à une lutte efficace contre la fraude fiscale ne soit abordé. Il est illusoire d'annoncer le renforcement de la lutte contre la fraude sans moyens humains.

BUDGET 2026: LA SAIGNÉE !

ACTUS

SANS NOUS !



L'assurance maladie va être mise à contribution avec une diminution des dépenses attendues de 5 milliards, consistant à transférer sur les patients la charge de certaines dépenses aujourd'hui prises en charge par la sécurité sociale.

EN AVANT LA PRODUCTION : TRAVAILLER PLUS SANS GAGNER PLUS !

Le premier ministre a proposé la suppression de 2 jours fériés, le lundi de Pâques et le 8 mai, en laissant ouverte la discussion sur les jours concernés. Il fait au passage peu de cas de l'importance du 8 mai, symbole de la victoire contre le nazisme, qu'il considère moins que les fêtes religieuses !

Travailler plus sans gagner plus, c'est tout simplement diminuer la rémunération horaire des salariés

de ce pays. C'est également augmenter la durée du travail et donc dégrader les conditions de travail. En contrepartie de la suppression bien réelle des obligations des entreprises, il a formulé le vœu d'une diminution non chiffrée des subventions aux entreprises, au plus quelques milliards d'euros sur les 211 milliards d'aides accordées aux entreprises en 2023.

De l'argent, il y en a pour accorder des subventions sans contrepartie aux entreprises !

C'est cette politique dogmatique, prônant le productivisme, qui ne cesse pourtant d'augmenter le taux de pauvreté. Selon une étude de l'INSEE du 7 juillet, celui-ci s'élève désormais à 15,4 % de la population... du jamais vu depuis 30 ans.

C'EST CETTE POLITIQUE QUI CASSE NOS SERVICES PUBLICS ET AUGMENTE LES INÉGALITÉS.



FACE À CETTE POLITIQUE ANNONCÉE, LA MOBILISATION DE L'ENSEMBLE DU MONDE DU TRAVAIL EST UNE NÉCESSITÉ. IL EST TEMPS DE LEUR FAIRE COMPRENDRE QU'IL NE PEUT Y AVOIR D'ÉCONOMIES SUR NOS VIES... ET QUE SANS NOUS, ILS NE SONT RIEN !